N° 11-002-XPF au catalogue (English 11-002-XPE) ISSN 0380-0563

Infomat

Revue hebdomadaire

BIBLIOTHÈQUE

Le vendredi 4 août 2000

APERÇU

- **Le prix des produits industriels subit encore l'effet de la montée du coût de l'énergie**

  En juin, le coût de l'énergie a continué d'exercer une pression à la hausse sur les prix que les fabricants ont obtenus pour les produits industriels et sur les prix qu'ils ont payés pour les matières premières.

- **Le ralentissement de la croissance de l'indice composite se poursuit**

  La croissance de l'indicateur avancé a continué de se modérer en juin pour se fixer à 0,4 %. Le logement a enregistré le recul le plus marqué parmi les quatre composantes ayant diminué.

- **Les Canadiens investissent toujours massivement tandis que les étrangers font volte-face**

  Les achats des investisseurs canadiens en valeurs mobilières étrangères ont fait un bond en mai pour atteindre une valeur presque record. Pour leur part, les investisseurs étrangers ont fait leur premier désinvestissement important de valeurs mobilières canadiennes.

- **Le nombre de salariés sur les listes de paye continue sa progression**

  En mai, le nombre de salariés inscrits sur les listes de paye a augmenté légèrement de 11 600, prolongeant ainsi la série de hausses mensuelles d'affilée de l'emploi ayant débuté en septembre 1999.

- **L'aide juridique reprend au chapitre des dépenses et de la demande de services**

  Après plusieurs années de recul, les dépenses d'aide juridique, tout comme la demande de services d'aide juridique, ont augmenté au cours de l'exercice 1998-1999.

- **La criminalité est en baisse pour une huitième année de suite**

  Le taux national de criminalité a diminué pour une huitième année d'affilée en 1999. D'après les données communiquées par la police, le taux de criminalité a fléchi de 5,0 % par rapport à 1998, enregistrant son plus faible résultat en 20 ans.

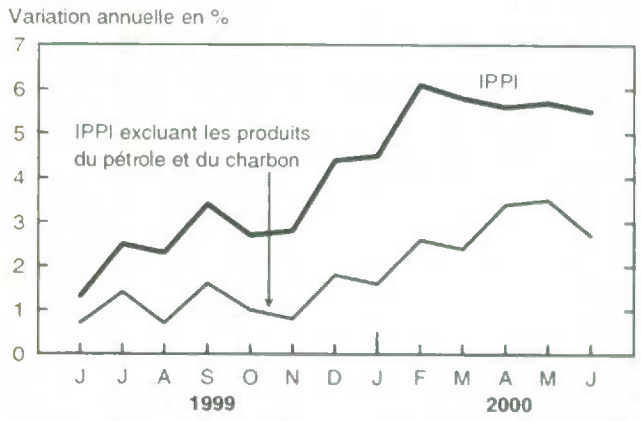
Le prix des produits industriels subit encore l'effet de la montée du coût de l'énergie

En juin, le coût de l'énergie a continué d'exercer une pression à la hausse sur les prix que les fabricants ont obtenus pour leurs produits industriels et sur les prix qu'ils ont payés pour leurs matières premières. Le prix des produits industriels a augmenté de 5,5 % comparativement à juin 1999. Ce taux de croissance annuelle était légèrement inférieur à celui de 5,7 % enregistré en mai et au plus récent sommet de 6,1 % atteint en février. Le prix des produits finis n'a presque pas varié en juin, alors que le prix des biens destinés à la transformation secondaire a légèrement diminué.

Environ la moitié de l'augmentation annuelle de juin était attribuable à la hausse de 52,0 % du prix des produits du pétrole et du charbon. Exception faite de ces produits, la progression n'aurait été que de 2,7 % par rapport à juin 1999. D'un mois à l'autre, le prix des produits industriels est demeuré inchangé, la hausse de 4,8 % du prix des produits du pétrole et du charbon ayant été épongée par une baisse du prix des autres biens industriels.

En juin, le prix des matières premières était supérieur de 28,3 % à celui enregistré un an plus tôt, surtout à cause de la progression du prix des combustibles minéraux. D'un mois à l'autre, le prix

Indice des prix des produits industriels



(suite à la page 2)

... Le prix des produits industriels subit encore l'effet de la montée du coût de l'énergie

des matières premières s'est accru de 2,1 %, car la montée du prix du pétrole brut a éclipsé la baisse du prix des porcs, des bovins, du cuivre, du nickel, des céréales, des graines oléagineuses et du bois. Si les combustibles minéraux avaient été exclus, le prix des matières premières n'aurait augmenté que de 6,3 % par rapport à juin 1999 et aurait plutôt diminué de 1,8 % par rapport à mai.

La montée du prix du pétrole brut et du pétrole raffiné était en partie le reflet des craintes inspirées par le resserrement des approvisionnements et par les questions concernant la date où l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) augmenterait la production. Selon l'Indice des prix des matières brutes, le prix des combustibles minéraux, qui sont formés presque exclusivement de pétrole brut, a progressé de 79,1 % de juin 1999 à juin 2000 et de 7,8 % de mai à juin de cette année.

Indices des prix des produits industriels et des matières brutes, juin 2000

	Indice (1992 = 100)	Variation mensuelle en %	Variation annuelle en %
Indice des prix des produits industriels (IPPI)	**127,3**	**0,0**	**5,5**
IPPI sans les produits du pétrole et du charbon	125,0	– 0,5	2,7
Produits semi-finis	128,4	– 0,2	6,6
Produits finis	125,5	0,1	3,7
Indice des prix des matières brutes (IPMB)	**144,8**	**2,1**	**28,3**
IPMB sans les combustibles minéraux	122,5	– 1,8	6,3
Combustibles minéraux	193,1	7,8	79,1
Substances végétales	112,3	– 1,6	– 3,3
Animaux et substances animales	119,7	– 2,6	10,4
Bois	140,5	– 0,6	1,7
Matières ferreuses	120,3	– 1,2	4,2
Métaux non ferreux	116,0	– 1,9	14,3
Minéraux non métalliques	121,0	0,0	1,6

Note aux lecteurs

Le présent article combine pour la première fois deux versions séparées de l'Indice des prix des produits industriels (IPPI) et de l'Indice des prix des matières brutes (IPMB). Ces versions ont été réunies pour fournir une vue consolidée des prix industriels. L'IPPI reflète les prix que les producteurs canadiens reçoivent au moment où les produits franchissent les portes de l'usine. Les producteurs canadiens exportent de nombreux biens, de sorte que les fluctuations du dollar canadien par rapport à la devise américaine se répercutent sur l'IPPI. L'IPMB est représentatif des prix que paient les fabricants canadiens pour les principales matières premières. Un grand nombre de ces prix sont fixés sur le marché mondial. Contrairement à l'IPPI, l'IPMB comprend des biens qui ne sont pas produits au Canada.

Après avoir augmenté en mai, les prix du cuivre et du nickel ont faibli de 8,0 % en juin. Les inquiétudes de pénuries se sont résorbées après qu'un grand fabricant de nickel a évité une grève. Le prix du bois de construction a poursuivi sa tendance à la baisse, conséquence d'une nouvelle diminution du nombre de mises en chantier d'habitations au Canada et aux États-Unis en juin. Le prix a aussi diminué pour les acheteurs de billes destinées aux scieries.

Le prix des céréales a fléchi de 4,3 % en juin à la suite du temps humide qui a atténué la menace de sécheresse dans le Midwest américain. Par conséquent, cela a eu un effet de ralentissement sur le prix des graines oléagineuses (– 4,6 %), qui incluent le soya, un succédané du maïs. Le prix des porcs a diminué de 5,2 % en juin, après six mois de hausses, tandis que celui des bovins a fléchi pour un deuxième mois d'affilée (– 3,3 %), à la suite du niveau record enregistré en avril.

*Le numéro de juin 2000 d'**Indices des prix de l'industrie** (62-011-XPB, 22 $ / 217 $) paraîtra en août. Pour plus de renseignements, communiquez avec la Sous-section du service à la clientèle au (613) 951-3350 (télécopieur : (613) 951-1539; courriel : infounit@statcan.ca), Division des prix.*

Le ralentissement de la croissance de l'indice composite se poursuit

La croissance de l'indicateur avancé a continué de se modérer, étant passée d'un sommet de 1,1 % en février et en mars à un taux révisé à la baisse de 0,6 % en mai et de 0,4 % en juin. Le logement a enregistré le recul le plus marqué parmi les quatre composantes qui ont diminué en juin. Cinq composantes ont affiché une hausse et une n'a connu aucun changement.

L'indice du logement a diminué de 1,1 % en juin, étant donné que la fin des grèves dans la grande région de Toronto au milieu du mois n'a pas compensé la baisse des mises en chantier dans les autres régions du pays. Cependant, la demande d'autres biens durables a continué de progresser, ce qui reflète les revenus soutenus des ménages et la vive confiance des consommateurs au deuxième trimestre.

Le ratio des livraisons aux stocks de produits finis a enregistré une deuxième baisse en trois mois. Cependant, celle-ci a été dominée par l'expansion du secteur des biens d'investissement, où les fabricants ont accumulé des stocks en réponse à une demande toujours croissante, notamment de produits électroniques. Parallèlement, l'échange d'actions liées à la technologie a redressé le marché boursier. La demande accrue des entreprises s'est traduite également par une hausse plus marquée de l'emploi dans les services.

Tout comme celui du Canada, l'indicateur avancé des États-Unis a continué de ralentir, l'activité économique ayant perdu un peu de sa vigueur après la croissance effrénée enregistrée au début de l'année.

*Le numéro de juillet 2000 de **L'Observateur économique canadien** (11-010-XPB, 23 $ / 227 $) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Francine Roy au (613) 951-3627, Groupe de l'analyse économique de conjoncture. (Voir aussi les « Tendances actuelles » à la page 8.)*

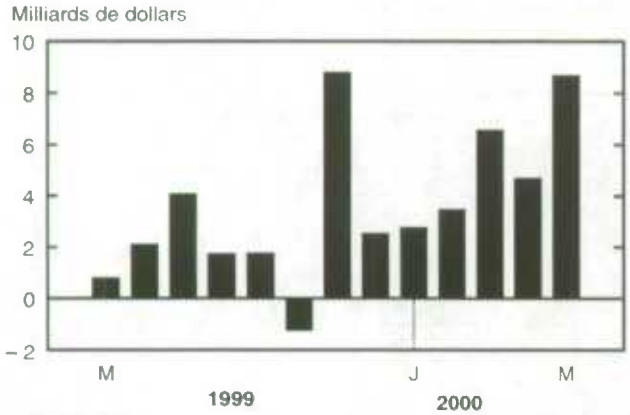
Les Canadiens investissent toujours massivement tandis que les étrangers font volte-face

Les achats des investisseurs canadiens en valeurs mobilières étrangères ont fait un bond en mai pour atteindre la valeur presque record de 8,7 milliards de dollars, grâce surtout à l'acquisition d'actions. Les investissements effectués en mai ont porté la valeur totale des placements pour les cinq premiers mois de 2000 à 26,1 milliards de dollars, dépassant ainsi la somme record de 22,9 milliards de dollars enregistrée pour l'année 1999 dans son ensemble.

La valeur du portefeuille d'actions étrangères des investisseurs canadiens s'est accrue fortement en mai, grimpant de 8,0 milliards de dollars. Ces acquisitions s'inscrivent dans la tendance d'investissements massifs que l'on observe ces dernières années. Les quatre cinquièmes de la hausse de mai ont eu pour objet des actions d'outre-mer, tandis que le reste de l'investissement a porté sur des actions américaines. Des Canadiens qui ont reçu des actions de trésorerie d'une société étrangère ayant fait l'acquisition d'une entreprise canadienne par un échange d'actions sont à l'origine de l'investissement important de mai. Parallèlement, les investisseurs canadiens ont accru leurs avoirs en obligations étrangères pour un quatrième mois de suite (+ 0,7 milliard de dollars).

De leur côté, après avoir accumulé des valeurs mobilières canadiennes pour environ 26 milliards de dollars au cours des quatre premiers mois de 2000, les investisseurs étrangers ont fait volte-face en mai en réduisant de 6,2 milliards de dollars la valeur de leur portefeuille. Ce désinvestissement a été généralisé, touchant les actions, les obligations et les instruments du marché monétaire.

Investissements canadiens en valeurs mobilières étrangères[1]



1. Incluent les obligations et les actions.

Renseignements complémentaires sur les marchés financiers

En mai, le différentiel des taux d'intérêt à court terme a favorisé les placements aux États-Unis par seulement 14 points de base. Il s'agit de l'écart le plus faible depuis septembre 1999. En revanche, le différentiel des taux d'intérêt à long terme offerts pour les obligations gouvernementales s'est élargi à près de 40 points de base à la fin de mai. Il s'agit de l'écart le plus élevé favorisant les placements aux États-Unis depuis juillet 1999. L'indice TSE 300 et l'indice Standard & Poor's 500 ont reculé de 1,0 % et de 2,2 % respectivement en mai. Pour les cinq premiers mois de l'année, le cours des actions canadiennes (+ 10,0 %) a été nettement supérieur au cours des actions américaines (– 3,3 %). Le dollar canadien a continué de perdre du terrain par rapport au dollar américain en mai, clôturant à 66,82 cents US, soit à trois quarts de cent au-dessous de la valeur de clôture enregistrée en avril et à deux cents et demi au-dessous de la valeur de clôture observée à la fin de 1999.

Les investisseurs étrangers ont réduit de 2,9 milliards de dollars leur portefeuille d'actions canadiennes, effectuant ainsi la première réduction depuis mars 1999. La cause principale de ce désinvestissement a été l'acquisition importante d'une société canadienne dont les actions de portefeuille détenues par des étrangers ont été rachetées par un investisseur direct étranger. Abstraction faite de cette transaction, les investisseurs étrangers ont continué d'investir massivement dans des actions canadiennes en circulation, comme cela a été généralement le cas depuis avril 1999.

Ils ont aussi recommencé à se départir pour une valeur de 2,2 milliards de dollars d'obligations canadiennes en mai, après la pause d'avril. Au cours de cinq des six derniers mois, ils ont vendu des obligations pour un montant total de près de 14 milliards de dollars. Le désinvestissement observé en mai a été typique de cette période et est attribuable au faible niveau de nouvelles obligations canadiennes vendues à l'étranger et au nombre élevé d'obligations arrivant à échéance détenues par des étrangers.

En ce qui a trait à la valeur du portefeuille d'instruments du marché monétaire canadien détenu par les investisseurs étrangers, elle a diminué de 1,1 milliard de dollars en mai. Cette réduction fait suite à des acquisitions de 4,1 milliards de dollars au cours des deux mois précédents. Le désinvestissement observé en mai a été surtout le fait d'investisseurs européens et a principalement touché les bons du Trésor fédéral.

*Le numéro de mai 2000 d'**Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières** (version imprimée : 67-002-XPB, 18 $ / 176 $; version sur Internet : 67-002-XIB, 14 $ / 132 $) paraîtra en août. Pour plus de renseignements, communiquez avec Robert Théberge au (613) 951-1860, Division de la balance des paiements et des flux financiers.*

Le nombre de salariés sur les listes de paye continue sa progression

Le nombre de salariés inscrits sur les listes de paye a augmenté légèrement de 11 600 en mai, prolongeant ainsi la série de hausses mensuelles d'affilée de l'emploi ayant débuté en septembre 1999. Les industries manufacturières et les services aux entreprises ont profité d'une hausse du nombre de salariés sur les listes de paye. Ces augmentations ont été en partie contrebalancées par une baisse dans la construction.

En mai, la rémunération hebdomadaire moyenne pour l'ensemble des salariés s'est établie à 625,43 $, en hausse de 1,99 $ par semaine par rapport à avril (+ 0,3 %) et de 16,13 $ comparativement à mai 1999 (+ 2,6 %). L'augmentation des gains hebdomadaires d'un mois à l'autre a surtout eu lieu dans le secteur de la production de biens, plus particulièrement dans les branches de l'exploitation forestière et des mines ainsi que dans les industries manufacturières.

La moyenne des heures payées aux salariés rémunérés à l'heure a baissé de 0,2 heure d'avril à mai, pour se situer à 31,5 heures par semaine. La plupart des branches d'activité ont connu de légères baisses de la moyenne des heures rémunérées, les plus importantes ayant été enregistrées dans celles des mines et du commerce de gros. La moyenne des heures supplémentaires est demeurée inchangée.

La rémunération horaire moyenne des salariés rémunérés à l'heure n'a presque pas bougé d'avril à mai, pour se situer à 15,71 $. Elle s'est toutefois accrue de 3,8 % par rapport à mai 1999.

*Le numéro de mai 2000 d'**Emploi, gains et durée du travail** (72-002-XPB, 32 $ / 320 $) contient des données détaillées par secteur ainsi que d'autres indicateurs du marché du travail. Les moyennes annuelles pour 1999 sont disponibles dans CANSIM ainsi que dans des tableaux faits sur demande auprès de la Division de la statistique du travail. Pour plus de renseignements, communiquez avec Jean Leduc au (613) 951-4090 (télécopieur : (613) 951-4087; courriel : labour@statcan.ca), Division de la statistique du travail.*

Rémunération hebdomadaire moyenne selon la branche d'activité, mai 2000
Données désaisonnalisées

	Dollars	Variation mensuelle en %	Variation annuelle en %
Ensemble des branches d'activité	**625,43**	**0,3**	**2,6**
Exploitation forestière et services forestiers	835,30	2,2	9,0
Mines, carrières et puits de pétrole	1 142,00	0,6	3,4
Industries manufacturières	783,23	0,8	3,7
Construction	722,53	– 0,2	3,9
Transport et entreposage	749,62	0,1	1,1
Communications et autres services publics	821,84	0,0	0,6
Commerce de gros	665,45	0,4	0,2
Commerce de détail	373,89	0,6	1,3
Intermédiaires financiers et assurances	824,06	– 0,7	2,2
Services immobiliers et bureaux d'assurances	623,19	0,4	– 3,8
Services aux entreprises	726,33	0,7	4,4
Services d'enseignement et services connexes	671,15	– 0,4	2,0
Services de santé et services sociaux	537,48	0,3	2,0
Hébergement et restauration	242,74	0,1	4,6
Administration publique	760,81	0,5	2,5
Services divers	423,01	0,7	3,4

L'aide juridique reprend au chapitre des dépenses et de la demande de services

Les dépenses d'aide juridique, tout comme la demande de services d'aide juridique, ont augmenté au cours de l'exercice 1998-1999, ce qui a mis fin à plusieurs années de recul.

Les gouvernements provinciaux et territoriaux ont consacré 494,4 millions de dollars aux régimes d'aide juridique, en hausse de 8,7 % par rapport à 1997-1998. Il s'agit de la première augmentation en quatre ans. De cette somme, 82 % des dépenses ont pris la forme de dépenses directes de services juridiques, qui comprennent les paiements aux cabinets d'avocats privés et les coûts de la prestation de services juridiques en vertu des régimes d'aide juridique.

L'Ontario a enregistré la hausse la plus marquée des dépenses d'aide juridique (+ 16,2 %) parmi toutes les provinces. Cette augmentation découle en partie de l'extension des critères d'admissibilité financière dans le domaine du droit pénal et familial et dans les affaires ayant trait à l'immigration et aux réfugiés.

Dépenses d'aide juridique et demandes approuvées, 1998-1999

	Dépenses	1997-1998 à 1998-1999	Demandes approuvées	1997-1998 à 1998-1999
	Milliers de dollars	Variation en %	Nombre	Variation en %
Canada	**494 357**	**8,7**	**490 842**	**3,9**
Terre-Neuve	5 674	2,7	..	..
Île-du-Prince-Édouard	543	3,0	1 098	– 13,8
Nouvelle-Écosse	10 965	8,4	14 575	– 7,4
Nouveau-Brunswick	4 038	13,7	3 965	0,8
Québec	121 180	11,3	216 790	1,1
Ontario	217 208	16,2	131 512	13,7
Manitoba	15 160	– 3,7	17 306	1,7
Saskatchewan	10 111	5,7	22 401	1,9
Alberta	22 903	2,5	30 294	6,9
Colombie-Britannique	80 335	– 5,8	50 738	– 2,2
Yukon	1 033	17,2	1 032	– 1,2
Territoires du Nord-Ouest	5 207	– 3,5	1 131	– 14,4

.. *Nombre indisponible.*

(suite à la page 5)

... L'aide juridique reprend au chapitre des dépenses et de la demande de services

Les causes civiles ont représenté 56 % des dépenses juridiques directes à l'échelle nationale et les causes criminelles, les 44 % restants. Au Québec, 64 % des dépenses ont été consacrées aux causes civiles.

Parallèlement, le nombre de demandes d'aide juridique présentées s'est accru de 3,9 % en 1998-1999 après cinq années de diminutions, pour atteindre 833 441 demandes. De ce nombre, 490 842 demandes ont été approuvées, dépassant de 3,9 % le nombre enregistré en 1997-1998. Cette hausse fait suite à trois années d'affilée de recul, laissant le nombre de demandes approuvées inférieur de 35 % au sommet enregistré en 1992-1993.

Parmi les 50 021 avocats inscrits comme membres en exercice des barreaux provinciaux et territoriaux, 26 % ont fourni des services d'aide juridique en 1998-1999.

*Le rapport annuel **L'aide juridique au Canada : ressources et nombre de cas, 1998-1999** (85F0015XIF, 20 $) ainsi que le nouveau produit de tableaux standards intitulé **L'aide juridique au Canada : tableaux de données sur les ressources et le nombre de cas, 1998-1999** (85F0028XIF, 24 $) sont maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec les Services d'information à la clientèle au (613) 951-9023 ou composez sans frais le 1 800 387-2231, Centre canadien de la statistique juridique.*

La criminalité est en baisse pour une huitième année de suite

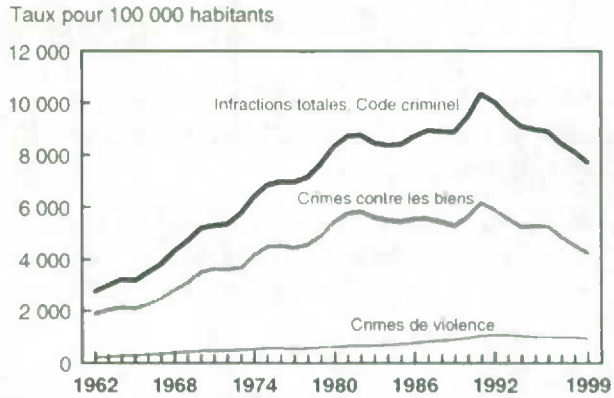
D'après les données communiquées par la police, le taux national de criminalité a diminué pour une huitième année d'affilée en 1999, conséquence de baisses au Québec, en Ontario et en Colombie-Britannique. Le taux national de criminalité a ainsi fléchi de 5,0 % par rapport à 1998, enregistrant son plus faible résultat en 20 ans. De plus, le taux de criminalité a régressé dans chacune des neuf plus grandes régions métropolitaines du pays.

Toutefois, ce ne sont pas toutes les régions qui ont suivi la tendance nationale. Les taux de criminalité ont augmenté dans chacune des quatre provinces de l'Atlantique et au Yukon, tandis qu'ils sont demeurés pour ainsi dire inchangés au Manitoba et en Alberta. Bien que le taux de criminalité ait diminué de 2,5 % en Saskatchewan, cette province a déclaré un taux de 12 155 affaires criminelles pour 100 000 habitants, comparativement à la moyenne nationale de 7 733. La Saskatchewan a obtenu le taux le plus élevé parmi les provinces pour une deuxième année de suite. Terre-Neuve a continué d'avoir le plus faible taux de criminalité au pays, suivie de près par le Québec. Chacun des trois territoires a déclaré un taux supérieur à celui de toutes les provinces.

À l'échelle du pays, le taux de crimes de violence a diminué de 2,4 % en 1999. Il s'agit de la septième baisse consécutive, une tendance qui fait suite à 15 années d'augmentation. Cependant, ce taux est demeuré supérieur de 5 % par rapport au taux de 1989 et plus élevé de 57 % par rapport à celui de 1979. Parmi les 291 000 crimes de violence déclarés par la police l'an dernier, 62 % étaient des voies de fait simples. Comme les années précédentes, la Saskatchewan et le Manitoba ont déclaré les taux de crimes de violence les plus élevés parmi les provinces.

Le nombre de crimes de violence a diminué dans toutes les principales catégories en 1999, y compris les homicides (– 4,7 %), les tentatives de meurtre (– 8,8 %), les voies de fait (– 2,0 %), les agressions sexuelles (– 7,3 %) et les vols qualifiés (– 1,5 %). Le taux national d'homicides est généralement en régression depuis le milieu des années 1970. En 1999, il est descendu à son plus bas niveau depuis 1967, s'établissant à 1,76 homicide pour 100 000 habitants, ce qui représente 536 homicides. C'est la Colombie-Britannique qui a affiché le taux d'homicides le plus élevé parmi les provinces (2,7 homicides pour 100 000 habitants). En

Taux de criminalité au Canada



Saskatchewan, le nombre d'homicides est passé de 33 en 1998 à 13 en 1999, de sorte que la province a enregistré son plus faible taux d'homicides en plus de 30 ans.

Le rôle des armes à feu dans les crimes de violence continue de diminuer. En 1999, 4,1 % des crimes de violence ont été commis à l'aide d'une arme à feu, comparativement à 5,6 % en 1995. Le nombre de vols qualifiés commis avec une arme à feu est en baisse depuis 1991; en 1999, le taux a chuté de 50 % par rapport à 1991. Les armes à feu constituent l'arme du crime dans environ un homicide sur trois.

Pour ce qui est des crimes contre les biens, la police en a déclaré 1,3 million en 1999, dont plus de la moitié étaient des vols mineurs de moins de 5 000 $. Le taux de crimes contre les biens a fléchi de 6,4 % en 1999, poursuivant le recul général observé depuis 1991. Les taux ont diminué dans toutes les grandes catégories. En particulier, les introductions par effraction ont chuté de 10,1 %, en baisse pour une troisième année d'affilée. Ainsi, la police a déclaré 197 781 introductions par effraction dans des résidences l'an dernier, en baisse de près de 24 000 par rapport à 1998.

Le taux de vols de véhicules à moteur a aussi reculé pour une troisième année de suite, après avoir progressé de façon soutenue au cours des 10 années précédentes. Malgré cela, le taux de vols

(suite à la page 6)

... La criminalité est en baisse pour une huitième année de suite

de véhicules à moteur est demeuré supérieur de 44 % à celui enregistré en 1989. Environ 442 véhicules par jour ont été déclarés volés en 1999.

Seulement deux types d'infractions ont accusé une augmentation depuis quelques années. Le nombre d'infractions reliées aux drogues a augmenté de 32 % depuis 1993, surtout à cause des augmentations de la possession et de la culture de cannabis. De même, le nombre d'infractions pour avoir troublé la paix a crû de 31 % depuis 1995. Quant au taux de conduite avec facultés affaiblies, il est demeuré stable depuis deux ans, après avoir reculé pendant 15 ans.

Chez les jeunes de 12 à 17 ans, le taux de criminalité a chuté de 7,2 % en 1999, diminuant pour une septième année consécutive. Par ailleurs, il était 21 % inférieur à celui enregistré une décennie plus tôt. En outre, le taux des jeunes inculpés de crimes de violence a fléchi de 5,0 %, en baisse pour une quatrième année d'affilée. Il s'agit du plus fort recul d'une année à l'autre depuis l'adoption de la *Loi sur les jeunes contrevenants* en 1984. Malgré ces baisses récentes, le taux de crimes de violence chez les jeunes était toutefois de 40 % plus élevé qu'en 1989.

*Le **Juristat : Statistiques de la criminalité au Canada, 1999**, vol. 20, nº 5 (version imprimée : 85-002-XPF, 10 $ / 93 $; version sur Internet : 85-002-XIF, 8 $ / 70 $) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec les Services d'information à la clientèle au (613) 951-9023 ou composez sans frais le 1 800 387-2231, Centre canadien de la statistique juridique.*

Nouveautés de Statistique Canada

Renseignements utiles à l'intention des fabricants et des exportateurs
Deuxième édition

La nouvelle édition de *Renseignements utiles à l'intention des fabricants et des exportateurs* est un guide pratique qui vous renseignera sur un grand nombre de produits et de services offerts par Statistique Canada à l'intention des fabricants et des exportateurs ainsi que sur la façon de communiquer avec nous. Tout au long du guide, on présente les tendances et les faits saillants de l'année 1999.

La première section contient un survol descriptif de nos activités de collecte et de diffusion de données relatives au secteur de la fabrication. Nous présentons des études de cas pour vous indiquer des façons pratiques d'utiliser nos données à votre avantage. Dans les sections suivantes, nous traçons les profils de la Division du commerce international, de la Division de l'investissement et du stock de capital et de la Division de la science, de l'innovation et de l'information électronique, tout en montrant comment il est facile d'avoir accès aux renseignements sur le commerce et les dépenses d'investissement.

*La deuxième édition des **Renseignements utiles à l'intention des fabricants et des exportateurs** (31-532-GIF, gratuit) est accessible sur le site Web de Statistique Canada à l'adresse www.statcan.ca. Pour plus de renseignements, communiquez avec David Beaulieu au (613) 951-9497 (courriel : manufact@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie.*

Guide de l'utilisateur : Données du Recensement de 1996 sur le revenu

Le rapport *Guide de l'utilisateur : Données du Recensement de 1996 sur le revenu* offre aux utilisateurs un guide complet des renseignements sur le revenu tirés du Recensement de 1996. Il explique le concept de revenu et définit les diverses sources de revenu ainsi que les variables calculées de revenu. Il comprend en outre de l'information sur les nombreux aspects du recensement susceptibles d'influer sur les estimations de revenu du recensement, notamment les questions sur le revenu posées lors du Recensement de 1996 ainsi que les instructions à l'intention des répondants.

De plus, le rapport fait état des résultats récapitulatifs de l'évaluation qualitative approfondie des estimations de revenu du recensement par rapport à d'autres sources, telles que les Comptes nationaux et l'Enquête sur les finances des consommateurs. On y trouve également une comparaison détaillée du contenu et de la couverture du recensement en matière de revenu depuis 1971.

*Le rapport **Guide de l'utilisateur : Données du Recensement de 1996 sur le revenu** (75F0002MIF, gratuit) est accessible sur le site Web de Statistique Canada à l'adresse www.statcan.ca, sous les rubriques « Produits et services », « Documents de recherche téléchargeables », puis « Revenu, dépenses, pensions, avoirs et dettes » et « Revenu ». Pour plus de renseignements, communiquez avec les Services aux clients au (613) 951-7355 ou composez sans frais le 1 888 297-7355 (télécopieur : (613) 951-3012; courriel : revenu@statcan.ca), Division de la statistique du revenu.*

Nouveautés de Statistique Canada

Détermination de la peine des jeunes contrevenants
1998-1999

Ce numéro du *Juristat* du Centre canadien de la statistique juridique analyse les tendances récentes dans les peines imposées aux jeunes contrevenants, c'est-à-dire les jeunes âgés de 12 à 17 ans, qui ont été reconnus coupables d'une infraction à une loi fédérale. L'analyse repose sur des données publiées en mai 2000.

On y fournit de l'information sur les caractéristiques des jeunes contrevenants condamnés par un tribunal, la nature des décisions, les tendances dans les peines, ainsi que des comparaisons des jeunes contrevenants selon l'âge, le sexe, la nature de l'accusation, le nombre d'accusations et les condamnations antérieures. En outre, on y compare les peines imposées aux adultes avec celles qui sont infligées aux jeunes contrevenants.

Le ***Juristat : Détermination de la peine des jeunes contrevenants au Canada, 1998-1999****, vol. 20, n° 7 (version imprimée : 85-002-XPF, 10 $ / 93 $; version sur Internet : 85-002-XIF, 8 $ / 70 $) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec les Services d'information à la clientèle au (613) 951-9023 ou composez sans frais le 1 800 387-2231, Centre canadien de la statistique juridique.*

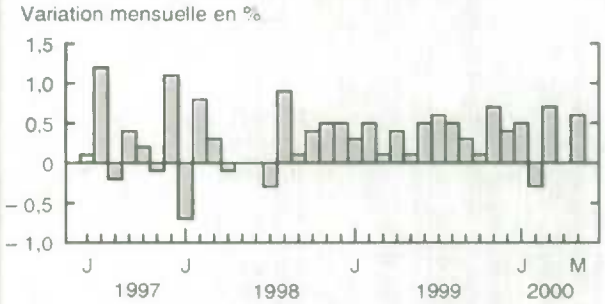
Violence familiale
1999

L'édition 2000 de *La violence familiale au Canada : un profil statistique* fournit des estimations sur la nature et l'étendue de la violence familiale et ses tendances au fil du temps. Ce rapport met l'accent sur les incidents de violence conjugale déclarés et par les femmes et par les hommes lors de l'Enquête sociale générale de 1999 portant sur le module sur la violence conjugale. Il présente également les données les plus récentes déclarées par la police sur la violence conjugale, la violence à l'endroit des personnes âgées, la violence contre les enfants et les homicides dans la famille.

L'édition 2000 de la publication ***La violence familiale au Canada : un profil statistique*** *(85-224-XIF, gratuit) est maintenant disponible sur le site Web de Statistique Canada à l'adresse www.statcan.ca, sous les rubriques « Produits et services », puis « Publications téléchargeables (gratuites) ». Pour plus de renseignements, communiquez avec les Services d'information à la clientèle au (613) 951-9023 ou composez sans frais le 1 800 387-2231, Centre canadien de la statistique juridique.*

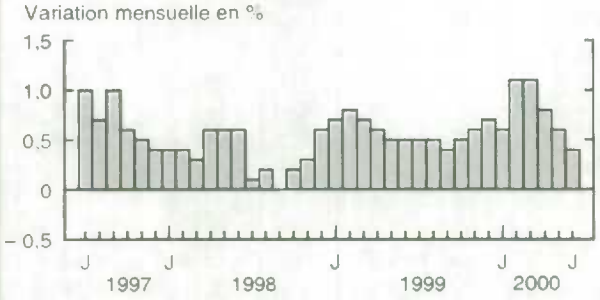
Tendances actuelles

Produit intérieur brut



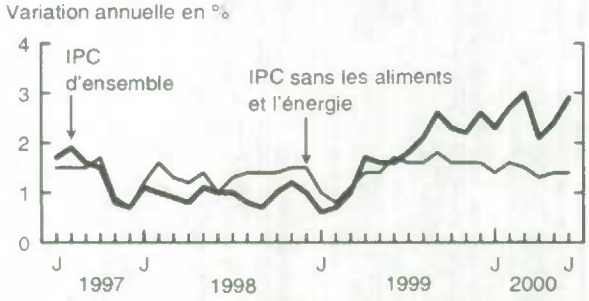
Le produit intérieur brut a augmenté de 0,6 % en mai, après avoir marqué une pause en avril.

Indice composite



La croissance de l'indicateur avancé a continué de se modérer pour s'inscrire à 0,4 % en juin, sous l'effet principal de la composante du logement.

Indice des prix à la consommation

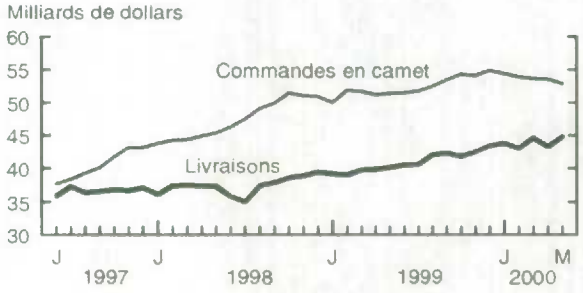


En juin, les prix à la consommation de biens et de services étaient supérieurs de 2,9 % à ceux d'il y a un an. Sans les aliments et l'énergie, les prix ont augmenté de 1,4 %.

Taux de chômage

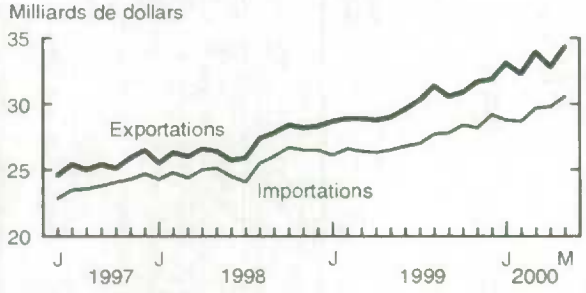
En juin, le taux de chômage est resté inchangé à 6,6 %, son plus bas niveau atteint depuis mars 1976.

Fabrication



Les livraisons des fabricants ont rebondi de 3,4 % en mai, pour totaliser 44,8 milliards de dollars. Les commandes en carnet ont diminué de 1,3 % pour s'établir à 52,9 milliards de dollars.

Commerce des marchandises



En mai, les exportations se sont redressées de 4,6 % par rapport à avril, pour se fixer à 34,3 milliards de dollars. Les importations ont augmenté de 2,4 %, pour atteindre 30,6 milliards de dollars, leur troisième hausse mensuelle consécutive.

Note : *Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception de l'Indice des prix à la consommation.*

Dernières statistiques

	Période	Niveau	Variation (période précédente)	Variation (année précédente)
GÉNÉRAL				
Produit intérieur brut (milliards de dollars de 1992)	mai*	779,9	0,6 %	4,8 %
Indice composite (1992 = 100)	juin	163,0	0,4 %	8,1 %
Bénéfices d'exploitation des sociétés (milliards de dollars)	1er trim. de 2000	53,3	12,3 %	37,5 %
Taux d'utilisation de la capacité industrielle (%)	1er trim. de 2000	87,6	1,1 †	4,3 †
DEMANDE INTÉRIEURE				
Ventes au détail (milliards de dollars)	mai	22,7	0,4 %	6,2 %
Ventes des grands magasins (milliards de dollars)	juin*	1,52	1,5 %	2,4 %
Ventes de véhicules automobiles neufs (milliers d'unités)	mai	128,9	– 2,7 %	4,2 %
Ventes en gros (milliards de dollars)	mai	31,9	1,3 %	8,5 %
EMPLOI				
Personnes occupées (millions)	juin	14,89	– 0,1 %	2,6 %
Taux de chômage (%)	juin	6,6	0,0 †	– 0,9 †
Taux d'activité (%)	juin	65,7	– 0,1 †	0,2 †
Rémunération hebdomadaire moyenne (dollars)	mai*	625,43	0,3 %	2,6 %
Indice de l'offre d'emploi (1996 = 100)	juillet*	171	1,2 %	6,9 %
COMMERCE INTERNATIONAL				
Exportations de marchandises (milliards de dollars)	mai	34,3	4,6 %	18,4 %
Importations de marchandises (milliards de dollars)	mai	30,6	2,4 %	15,3 %
Balance commerciale (tous les chiffres sont en milliards de dollars)	mai	3,7	0,8	1,3
FABRICATION				
Livraisons (milliards de dollars)	mai	44,8	3,4 %	11,9 %
Nouvelles commandes (milliards de dollars)	mai	44,1	2,0 %	9,3 %
Commandes en carnet (milliards de dollars)	mai	52,9	– 1,3 %	2,8 %
Ratio des stocks aux livraisons	mai	1,31	– 0,02	0,00
PRIX				
Indice des prix à la consommation (1992 = 100)	juin	113,7	0,6 %	2,9 %
Indice des prix des produits industriels (1992 = 100)	juin*	127,3	0,0 %	5,5 %
Indice des prix des matières brutes (1992 = 100)	juin*	144,8	2,1 %	28,3 %
Indice des prix des logements neufs (1992 = 100)	mai	103,0	0,3 %	2,4 %

Note : *Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception des indices de prix.*
* *Nouveau cette semaine.*
† *Points de pourcentage.*

Infomat
Bulletin hebdomadaire

Rédactrice : Caroline Olivier, (613) 951-1189; olivcar@statcan.ca.
Rédacteur de la version anglaise : Tim Prichard, (613) 951-1197; prictim@statcan.ca.

Publié par la Sous-section de la diffusion officielle, Division des communications, Statistique Canada Immeuble R.-H.-Coats, 10e étage, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Prix au numéro : version imprimée, 4 $; version sur Internet, 3 $. Abonnement annuel : version imprimée, 145 $; version sur Internet, 109 $. Les prix sont exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Abonnements : Envoyez un mandat postal ou un chèque à l'ordre du Receveur général du Canada, Statistique Canada, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6, ou commandez par téléphone : au Canada et à l'extérieur du Canada, composez le (613) 951-7277 ou le 1 800 700-1033. Il est également possible d'envoyer un courriel à l'adresse order@statcan.ca.

La diffusion (officielle) de toute information statistique produite par Statistique Canada se fait d'abord dans *Le Quotidien* (www.statcan.ca), qui est disponible dès 8 h 30. *Le Quotidien* présente les faits saillants de nouvelles diffusions de données, de même que les sources, les liens et le nom de personnes-ressources avec qui communiquer pour obtenir de l'information supplémentaire. Il comprend également les calendriers des principaux communiqués à venir et annonce les nouveaux produits et services de Statistique Canada.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2000. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0T6.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'« American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials », ANSI Z39.48 – 1984.

STATISTICS CANADA LIBRARY
BIBLIOTHÈQUE STATISTIQUE CANADA
1010308896

Produits diffusés du 27 juillet au 2

Domaine / Titre du produit	Période	Numéro au catalogue	Prix (s) (Numéro / Abonnement)
AGRICULTURE			
Stocks de viandes congelées	juillet 2000	23-009-XIF	gratuit
CENTRE CANADIEN DE LA STATISTIQUE JURIDIQUE			
Juristat : Détermination de la peine des jeunes contrevenants au Canada, vol. 20, n° 7	1998-1999	85-002-XIF	8 / 70
Juristat : Détermination de la peine des jeunes contrevenants au Canada, vol. 20, n° 7	1998-1999	85-002-XPF	10 / 93
Juristat : Mesures de rechange au Canada, vol. 20, n° 6	1998-1999	85-002-XIF	8 / 70
Juristat : Mesures de rechange au Canada, vol. 20, n° 6	1998-1999	85-002-XPF	10 / 93
CULTURE, TOURISME ET CENTRE DE LA STATISTIQUE DE L'ÉDUCATION			
La culture en perspective, vol. 12, n° 1		87-004-XIF	7 / 20
La culture en perspective, vol. 12, n° 1		87-004-XPB	9 / 27
FABRICATION, CONSTRUCTION ET ÉNERGIE			
Guide statistique de l'énergie	juin 2000	57-601-XDF	284
Guide statistique de l'énergie	juin 2000	57-601-UPB	387
Lampes électriques, ampoules et tubes	juin 2000	43-009-XIB	5 / 47
Production et disposition des produits du tabac	juin 2000	32-022-XIB	5 / 47
Produits pétroliers raffinés	janvier 2000	45-004-XIB	16 / 155
Produits pétroliers raffinés	janvier 2000	45-004-XPB	21 / 206
Statistiques de l'énergie électrique	mai 2000	57-001-XIB	9 / 85
Statistiques du charbon et du coke	mai 2000	45-002-XIB	9 / 85
Transport et distribution du gaz naturel	avril 2000	55-002-XIB	13 / 125
GÉOGRAPHIE			
Fichier de conversion des codes postaux	juin 2000	92F0027XDB	9 000
Fichier des codes postaux par circonscription électorale fédérale	juin 2000	92F0028XDB	2 900
PRIX			
Indices des prix de l'industrie	mai 2000	62-011-XPB	22 / 217
STATISTIQUE DU COMMERCE			
Commerce de détail	mai 2000	63-005-XPB	21 / 206
STATISTIQUES SUR LA SANTÉ			
Enquête nationale sur la santé de la population : établissements de santé, fichier de microdonnées à grande diffusion	1996-1997	82M0010XCB	250

Les numéros au catalogue se terminant par -XIB ou -XIF représentent la version électronique sur Internet; -XMB ou -XMF, la version microfiche; -XPB ou -XPF, la version imprimée; -XDB, la version électronique sur disquette; et -XCB, celle sur CD-ROM. (La lettre B indique que le produit est bilingue et la lettre F signifie que le produit est en français.)
Note : Les prix des produits sont exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Pour commander les produits et services

Pour commander *Infomat* ou l'un ou l'autre des produits précités :

Ayez en main • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de carte VISA ou MasterCard.

Au Canada et à l'extérieur du Canada, composez : **(613) 951-7277** ou **1 800 267-6677**
Pour envoyer votre commande par télécopieur : **(613) 951-1584** ou **1 877 287-4369**
Courrier électronique : **order@statcan.ca**

Pour commander sur Internet : Allez sur le site Web de Statistique Canada à l'adresse www.statcan.ca sous la rubrique « Produits et services ».
Pour commander par la poste, écrivez à : Statistique Canada, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.
Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada / Publications.
Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.
Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de l'annuaire téléphonique sous « Statistique Canada ».
Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.
Changement d'adresse : Ayez en main votre numéro de compte et composez l'un des numéros ci-dessus.
Visitez Statistique Canada sur Internet en tout temps à l'adresse www.statcan.ca. La base de données CANSIM est accessible sous la rubrique « Produits et services ». Il est également possible de consulter divers tableaux sous la rubrique « Le Canada en statistiques ».